

Evaluation de l'impact des aides individuelles à l'innovation distribuées par Bpifrance

de

Matthieu Brun

Discussion de Pierre Mohnen, *Université de Maastricht*

1- Résumé & avis général

Le rapport d'évaluation soumis par Bpifrance commence par une partie descriptive qui énumère les différentes formes de soutien à l'innovation opéré par Bpifrance (les bourses French-Tech, le Concours Mondial à l'Innovation et le Concours Innovation, le Fonds pour la Société Numérique, le Concours i-Lab, les Partenariats Régionaux d'Innovation, et le Fonds d'Innovation Sociale). Il indique également si ces aides sont cumulables avec d'autres formes de soutien telles que le CIR ou le dispositif JEI, tout en illustrant les problèmes d'hétérogénéité dans les montants alloués, les types de financement (subventions, prêts à taux zéro, avances remboursables), les enjeux inhérents aux différentes familles de soutien, ainsi que les caractéristiques des bénéficiaires (taille, âge, ...).

Ce travail d'évaluation des aides individuelles repose sur trois sources de données: la base de données GECIR du MESRI sur les dépenses de R-D des entreprises bénéficiaires du CIR, les données DADS sur les effectifs en ingénieurs et techniciens et personnels hautement qualifiés, et les données FICUS-FARE rendant compte de différentes performances économiques des entreprises.

C'est une bonne idée de comparer les résultats concernant les effets sur la R-D des entreprises à partir des données du GECIR, qui se limitent aux entreprises qui ont reçu du crédit d'impôt recherche et ne couvrent que les frais d'innovation liées aux dépenses de recherche, et les données de la DADS, qui mesurent la R-D indirectement à travers les emplois en personnel hautement qualifié et en ingénieurs et techniciens, couvrant de la sorte un plus large éventail d'entreprises innovantes.

L'analyse causale des effets des mesures de soutien de Bpifrance sur les performances des entreprises est basée sur la méthode des doubles différences après appariement des entreprises traitées et non-traitées. L'analyse a été faite proprement dans la mesure où la qualité des appariements a été vérifiée ainsi que l'hypothèse de tendance commune entre les deux groupes d'entreprises via un test de falsification. Plusieurs indicateurs de performances sont examinés : les dépenses de R-D, le chiffre d'affaires total, la valeur ajoutée, le chiffre d'affaires à l'exportation, l'emploi, les investissements corporels, la dette financière nette et le capital social.

2- Les résultats et les conclusions de l'évaluation

Les résultats montrent que, un an après la réception des premières aides à l'innovation, tout en faisant plus de recherche les entreprises diminuent leur financement propre de la recherche, c'est-à-dire le montant total de dépenses en R-D déduites des montants d'aides reçues de Bpifrance ou d'ailleurs. Néanmoins, au bout de trois ans, ces dépenses augmentent significativement.

Les résultats à partir de la base de données DADS quant à elles font état d'une augmentation de l'emploi d'ingénieurs et de personnel hautement qualifié dès la première année d'obtention de l'aide. Des effets positifs d'entraînement sont également visibles en termes de valeur ajoutée, chiffre d'affaires total et à l'exportation, dette financière nette et capital social.

3- Extensions de l'analyse

L'analyse ne prend en compte que les aides individuelles réseau de Bpifrance, qui représentent la plus grosse partie (autour de 95%) des aides individuelles allouées à la RDI par Bpifrance. A un moment donné, il serait aussi intéressant d'évaluer chaque programme spécifique de Bpifrance pour savoir lesquels marchent bien et lesquels sont peut-être à revoir (la brique projets R-D examine les projets collaboratifs). L'analyse s'est restreinte aux entreprises PME et TPE car les résultats sont moins robustes en présence des entreprises ETI. Néanmoins, tel que l'indique l'annexe 7, les résultats obtenus ne sont vraiment modifiés en présence des ETI que lorsqu'on examine l'échantillon non-échantonné. Si les données le permettent, ce serait intéressant d'examiner séparément les ETI qui ont peut-être un comportement différent des plus petites entreprises face au soutien à la recherche. Les jeunes entreprises et les start-ups sont sous-représentés dans les données. Encore une fois, dans le futur un effort devrait être fait pour examiner séparément ce type d'entreprises. Finalement, ce serait utile d'examiner la marge extensive des aides à l'innovation, c'est-à-dire les effets des aides de Bpifrance sur les entreprises qui sont nouvellement créées ou qui commencent à faire de la recherche pendant la période examinée.

En ce qui a trait à la méthode d'analyse, une tentative a été faite d'étendre l'analyse à la prise en compte de variables inobservables qui pourraient influencer les performances des entreprises en même temps que l'attribution d'aide à la recherche et les montants alloués par Bpifrance. Une limite de l'approche des doubles différences est qu'elle ne contrôle que pour des variables observables dans l'attribution de l'aide et le montant d'aide accordée. D'autres influences inobservables pourraient être en jeu. Une approche alternative serait d'estimer un modèle d'équations simultanées avec endogénéité dans l'obtention de l'aide et du montant d'aide obtenue (en utilisant un modèle de type tobit généralisé).

Il aurait aussi été possible dans le cadre de l'approche des doubles différences d'examiner les effets spécifiques à l'obtention de plusieurs aides de Bpifrance, de plusieurs sources de financement y compris en dehors de Bpifrance comme le CIR ou les JEI (ce que fait la brique transverse), les effets différenciés suivant l'année et la durée d'obtention de l'aide, et enfin les effets sur des entreprises aidées qui disparaissent durant la période d'échantillonnage.

Nonobstant ces remarques d'extension de l'analyse de l'efficacité des mesures de soutien à l'innovation de la part de Bpifrance, les résultats de la présente étude semblent indiquer que ces mesures de soutien ont des effets d'entraînement positifs en termes de performance des entreprises sans prise en compte des effets d'externalités entre entreprises.